



RETURN BIDS TO :

RETOURNER LES SOUMISSIONS À:

Bid Receiving
 Shared Services Canada | Services
 partagés Canada
 180 Kent Street
 Ottawa, Ontario
 K1G 4A8
 13th Floor

AMENDMENT REQUEST FOR PROPOSAL

DEMANDE DE PROPOSITION

Proposal To: Shared Services Canada

We hereby offer to sell to Her Majesty the Queen in right of Canada, in accordance with the terms and conditions set out herein, referred to herein or attached hereto, the goods, services, and construction listed herein and on any attached sheets at the price(s) set out thereof.

Proposition aux: Services partagés Canada
 Nous offrons par la présente de vendre à Sa Majesté la Reine du chef du Canada, aux conditions énoncées

Instructions : See Herein
 ou incluses par référence dans la présente et aux annexes ci-jointes, les biens, services et construction
Instructions: Voir aux présentes
 énumérés ici sur toute feuille ci-annexées, au(x) prix indiqué(s)

Comments - Commentaires

This document contains a Security Requirement

Vendor/Firm Name and address
 Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office – Bureau de distribution

Shared Services Canada – SA Authority
 Procurement Operations
 180 Kent Street
 Ottawa, Ontario
 K1G 4A8

Title – Sujet Outil(s) d'évaluation psychométrique et services de formation	
Solicitation No. – N° de l'invitation R0000059995	Date Le 14 septembre 2020
Amendment number: 9	
Buy & Sell Reference No. – N° de référence de SEAG R0000059995	
File No. – N° de dossier R0000059995	
Solicitation Closes – L'invitation prend fin at – à 02 :00 PM on – le Septembre 15, 2020	Time Zone Fuseau horaire EDT
F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/>	
Address Inquiries to : - Adresser toutes questions à: Julie Dessureault	Buyer Id – Id de l'acheteur
Telephone No. – N° de téléphone : 613-608-3114	FAX No. – N° de FAX 613-948-0990
Destination – of Goods, Services, and Construction: Destination – des biens, services et construction : See Herein	

Delivery required - Livraison exigée See Herein	Delivered Offered – Livraison proposée
Vendor/firm Name and address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Facsimile No. – N° de télécopieur Telephone No. – N° de téléphone	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/firm (type or print)- Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

CE DOCUMENT CONTIENT UNE EXIGENCE DE SÉCURITÉ



La modification #9 est créée pour :

- 1) Répondre aux questions 52.
- 2) Rappeler aux soumissionnaires que SPC parrainera les soumissionnaires intéressés, **avant la date de clôture de la demande de soumission**, s'ils ne satisfont pas actuellement aux exigences de sécurité requises. Pour obtenir un parrainage de sécurité, veuillez envoyer un courriel à Julie.Dessureault@canada.ca

QUESTION	RESPONSES
<p><u>Question 1:</u></p> <p>Il est mentionné de fournir 2 CV de professionnels certifiés à l'analyse psychométrique, mais est-ce possible qu'il y ait plusieurs personnes?</p>	<p>Seules les deux professionnels proposées seront évaluées dans le cadre du processus d'approvisionnement, mais nous sommes ouverts à travailler avec d'autres professionnels si nécessaire. Ces nouvelles ressources seront également évaluées ultérieurement.</p>
<p><u>Question 2 :</u></p> <p>Afin de mieux évaluer les coûts, la soumission doit-elle se baser sur un travail à temps plein consécutif durant 3 ans?</p>	<p>Les coûts doivent être basés sur une utilisation selon les besoins des outils psychométriques et des formations.</p>
<p><u>Question 3 :</u></p> <p>Y a-t-il des coûts pour soumissionner?</p>	<p>Non, il n'a pas de coûts pour soumissionner.</p>
<p><u>Question 4 :</u></p> <p>En page 12, "10 cours doivent être donnés pour les facilitateurs". S'agit-il de 10 cours de contenu différent pour lesquels les formations se donnent à répétition, ou plutôt 1 seule fois par contenu?</p>	<p>Nous faisons référence au cours de certification des facilitateurs. Nous devons certifier les facilitateurs de SPC qui sont déjà en place et les facilitateurs qui vont rejoindre le ministère durant la durée du contrat.</p>
<p><u>Question 5</u></p> <p>5A) En planification de ce mandat, est-ce prévu d'ajouter : analyses de la culture organisationnelle; du climat de travail; de la composition des groupes; des besoins particuliers à considérer?</p> <p>5B) La formation continue, le suivi des apprentissages, le mentorat et le coaching?</p>	<p>5A) Les facilitateurs de SPC n'ont pas le mandat de faire des analyses de la culture organisationnelle et du climat de travail. Avoir des tests psychométriques qui incluent ces types d'analyses serait intéressant, mais ne sont pas requis pour accomplir le mandat des facilitateurs de SPC.</p> <p>Tel que mentionné dans l'énoncé des travaux, l'outil doit être capable d'identifier les besoins individuels et de combiner les profils psychométriques individuels pour montrer la composition des groupes.</p> <p>5B) Les facilitateurs de SPC n'ont pas le mandat de faire de la formation continue, le suivi des apprentissages, le mentorat et le</p>



	coaching. Par contre, le fournisseur peut avoir recours à ces solutions d'apprentissage pour la certification des facilitateurs.
<u>Question 6</u> 6A) Les animateurs des SFC sont-ils différents des facilitateurs? 6B) Combien y a-t-il d'animateurs? Combien y a-t-il de facilitateurs?	6A) Les « facilitateurs » font référence aux facilitateurs de Services partagés Canada (SPC). 6B) Il y a présentement 11 facilitateurs. Le nombre réel à former va varier selon les départs et arrivées de facilitateurs durant la durée du contrat.
<u>Question 7</u> Qui est responsable de faire les suivis des achèvements?	Suite à l'achèvement d'un test, le fournisseur doit produire et partager le rapport.
<u>Question 8</u> Combien y a-t-il de personnes handicapées qui ont besoin de support pour répondre aux tests?	SPC emploie environ 420 personnes ayant des besoins d'accessibilité différentes. Le nombre réel varie selon les départs et arrivées d'employés.
<u>Question 9</u> Il est mentionné : "La plateforme permet d'assigner des tests psychologiques" Est-ce relativement au stress? A quelles difficultés? Avez-vous des exigences particulières sur le type de tests psychologiques que vous souhaitez?	Les exigences concernant les tests sont spécifiées dans l'énoncé des travaux.
<u>Question 10</u> Les réunions, les formations et les consultations peuvent-elles se donner à distance?	Oui, les formations et les consultations peuvent se donner en distance.
<u>Question 11:</u> Nous sommes dans le processus d'examiner la demande de propositions et nous avons une question. Si nous avons des exceptions, pouvons-nous l'inclure dans la DPP? Ou, est-ce que cela signifie que si nous répondons à la DPP, que nous sommes en conformité avec le Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat (CCUA)? Si nous avons des exceptions, où quand est-ce qu'on les soulève ?	Si vous souhaitez soulever des modifications ou exceptions, vous devez les soulever au stade de la demande de propositions (DPP) et SPC fournira une réponse à vos question ou demandes spécifiques. Vous devez être en conformité avec le Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat (CCUA)
<u>Question 12 :</u>	



<p>Dans la section « critères techniques obligatoires », au point M1 – M3 et M4, l'on demande le nom du client, le ministère, etc. Est-ce que l'on peut présenter un client même s'il ne fait pas partie d'un ministère?</p> <p>Aussi, je voudrais confirmer que seules les copies électroniques sont admises? Donc, nous n'avons pas à envoyer de copie papier?</p>	<p>Oui, vous pouvez présenter un client qui n'est pas un ministère.</p> <p>Oui, seulement les copies électroniques seront admises. Vous pouvez vous référer à la PARTIE 3 - INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS pour plus de détails.</p>
<p><u>Question 13 :</u></p> <p>1.2.4 (page 4) Cours de formation pour les animateurs de SPC – Utilisation prévue de 10 cours.</p> <p>Question : S'il y a 10 cours, cela signifie-t-il qu'il y a 10 personnes à former? Quel est le nombre estimé d'animateurs en formation?</p>	<p>Non, 10 cours n'équivalent pas à 10 personnes à former. Pour la ou les premières séances de formation des animateurs actuels, il y aura plusieurs participants par séance. Les séances ultérieures pourraient n'avoir qu'un seul participant.</p> <p>Il y a actuellement 11 animateurs. Le nombre réel d'animateurs formés variera, car des animateurs arriveront à SPC et en partiront tout au long de la durée du contrat.</p>
<p><u>Question 14 :</u></p> <p>2.1 Instructions, clauses et conditions uniformisées (page 5)</p> <p>Question : Y a-t-il un modèle particulier à utiliser pour présenter une soumission?</p>	<p>Il n'y a pas de modèle particulier à utiliser pour présenter une soumission, mais le format doit respecter la PARTIE 3 – INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS, section 3.1 : Instructions pour la préparation des soumissions</p>
<p><u>Question 15 :</u></p> <p>3.1 Instructions pour la préparation des soumissions (page 8)</p> <p>Question : Nous sommes un peu confus par la formulation utilisée dans ce paragraphe.</p> <p>Devons-nous envoyer à la fois une copie électronique (par courriel) et un exemplaire papier de notre soumission?</p> <p>Question : Par « sections distinctes », voulez-vous dire que nous devons vous envoyer trois fichiers différents, dont chacun est nommé en suivant le format « Section I : Soumission technique », etc., ou faut-il envoyer un seul fichier avec trois chapitres différents?</p>	<p>Toutes les soumissions doivent être envoyées par courriel (<u>copie électronique</u>) à Julie.Dessureault@canada.ca, dans le format prescrit à la PARTIE 3 de la DP – INSTRUCTIONS DE PRÉPARATION DES SOUMISSIONS, section 3.1 Instructions de préparation des soumissions.</p> <p><u>La soumission doit être présentée dans trois fichiers séparés</u>, comme suit :</p>



	<p>Section I : Soumission technique (une copie électronique)</p> <p>Section II : Soumission financière (une copie électronique)</p> <p>Section III : Attestations non incluses dans la soumission technique (une copie électronique)</p> <p><i>Les prix ne doivent figurer que dans la soumission financière. Aucun prix ne doit être indiqué ailleurs dans la soumission.</i></p>
<p><u>Question 16 :</u></p> <p>Annexe A, Énoncé des travaux (page 41) 2. EXIGENCES DU MINISTÈRE :</p> <p>Question : SPC s’attend-il à recevoir un outil semblable à un profil MBTI ou DISC? De plus, le budget de SPC pour les services prévoit-il un niveau de prix semblable à celui d’un profil MBTI ou DISC?</p>	<p>Oui, SPC souhaite disposer d’un outil similaire à un indicateur MBTI ou à un outil DISC. Le profil doit respecter les exigences établies dans la section 4.3, Rapports finaux de l’Énoncé des travaux.</p> <p>Le budget de cette demande reflète le prix d’outils psychométriques semblables.</p>
<p><u>Question 17 :</u></p> <p>Pouvez-vous confirmer que les soumissions seront uniquement envoyées par courriel, sans copie papier?</p>	<p>Oui. Toutes les soumissions doivent être envoyées par courriel dans le format prescrit à la PARTIE 3 – INSTRUCTIONS DE PRÉPARATION DES SOUMISSIONS, section 3.1 Instructions de préparation des soumissions de la DP.</p>
<p><u>Question 18 :</u></p> <p>Exigences en matière d’accessibilité (pages 43/44) En lisant ces pages, nous n’arrivons pas à comprendre si le système utilisé par les animateurs doit être conforme aux exigences d’accessibilité, ou si celles-ci s’appliquent principalement au côté participant du système.</p>	<p>Les exigences en matière d’accessibilité s’appliquent au système du fournisseur (plateforme en ligne)</p>
<p><u>Question 19 :</u></p> <p>O2 (page 15) Une (1) ressource doit être bilingue et doit pouvoir offrir des services de formation et de soutien en français et en anglais.</p> <p><u>Question</u> : Pouvez-vous nous aider à comprendre ce que l’on entend par « services de soutien » dans les deux langues officielles?</p>	<p>Le fournisseur doit être en mesure de fournir un service de soutien en français et en anglais, comme le décrit la section 4.9 de l’Énoncé des travaux, Services de soutien.</p>
<p><u>Question 20 :</u></p>	



<p>O3 (Page 15) prestation de formation, de soutien et de conseils aux animateurs ou aux clients au sujet de l'interprétation des outils psychométriques et de leur utilisation pour le travail d'équipe, le développement du leadership et le perfectionnement professionnel.</p> <p><u>Question</u> : Que signifie « soutien » dans ce contexte?</p>	<p>La définition des services de soutien se trouve à la section 4.9 de l'Énoncé des travaux, Services de soutien.</p>
<p><u>Question 21</u> :</p> <p>2 Exigence du ministère (page 41) Services partagés Canada a besoin d'outils psychométriques et de services connexes pour soutenir le perfectionnement professionnel d'environ 7 000 personnes au sein de SPC au cours des trois prochaines années. Le ou les outils doivent convenir à l'utilisation par tous les employés à tous les niveaux, y compris les cadres supérieurs. Le ou les outils feront partie du programme de perfectionnement en leadership. Ils seront utilisés pour recueillir des informations concernant les comportements, les compétences, le style de leadership et les caractéristiques psychologiques des personnes. Dans le contexte d'un groupe, le ou les outils doivent mettre en évidence les caractéristiques de la dynamique de groupe qui pourraient améliorer ou entraver le rendement.</p> <p><u>Question</u> : Dans notre offre de produits, nous proposons différents outils psychométriques, dont certains servent à évaluer la personnalité, d'autres la dynamique d'équipe, et d'autres encore le leadership (comment le leader se perçoit lui-même), nous offrons également un outil 360 (comment les autres perçoivent le leader).</p> <p>SPC a-t-il l'intention d'utiliser TOUS ces outils psychométriques pour toutes les 7 000 personnes, quel que soit le niveau des employés en question, y compris les cadres supérieurs?</p> <p>Dans le cas contraire, pourriez-vous être plus précis quant aux besoins de SPC?</p>	<p>SPC propose des activités de développement du leadership et de renforcement de l'esprit d'équipe. Les animateurs de SPC doivent pouvoir choisir l'outil d'évaluation du leadership ou celui de la dynamique d'équipe en fonction de l'activité qui sera réalisée.</p> <p>Tous les outils doivent respecter les exigences établies dans la section 4.3 de l'Énoncé des travaux, Rapports finaux. En outre, l'outil pour la dynamique d'équipe doit respecter les exigences de la section 4.4, Rapports d'équipe.</p>
<p><u>Question 22</u> :</p> <p>2 Exigences du ministère (page 41) Le ou les outils doivent être basés sur des recherches scientifiques reconnues ou des normes de l'industrie, par exemple l'indicateur de types psychologiques Myers-Briggs (MBTI) ou le système DISC de William Moulton Marston (associé au langage des couleurs), afin de soutenir la validité des résultats. On doit avoir recours au questionnement adaptatif afin de veiller à assurer une meilleure validation des résultats.</p> <p><u>Question</u> : Qu'entend-on exactement par « questionnement adaptatif »?</p>	<p>Un questionnaire adaptatif s'adapte aux réponses des participants. Par exemple, si un candidat répond qu'il n'est pas un gestionnaire, le questionnaire sautera les questions concernant son expérience en tant que gestionnaire.</p>



<p><u>Question 23 :</u></p> <p>Annexe A, Énoncé des travaux 4.7 Services de formation Le nombre de séances de formation et le nombre de participants par séance dépendront des besoins opérationnels.</p> <p><u>Question :</u> Quel est le nombre estimé d'animateurs participant aux séances de « formation des formateurs »?</p>	<p>SPC compte actuellement 11 animateurs qui doivent être formés. À l'avenir, SPC pourrait avoir besoin de former davantage d'animateurs pour remplacer ceux qui ont quitté l'organisation ou pour accroître son effectif d'animateurs.</p>
<p><u>Question 24 :</u></p> <p>4.8 Animation <u>Question :</u> Quel est le nombre estimé d'animateurs qui animent un atelier simultanément?</p>	<p>En général, SPC utilise un modèle de prestation de services éducatifs où un seul animateur dirige une séance.</p>
<p><u>Question 25 :</u></p> <p>4.8 Animation <u>Question :</u> Quel sera le nombre maximal estimé de participants par atelier?</p>	<p>12 serait le nombre maximum de participants à une même séance.</p>
<p><u>Question 26 :</u></p> <p>Nous avons des difficultés à accéder au lien « http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/declaration-fra.html » fourni à la section 5 – 5.1.1. – Dispositions relatives à l'intégrité – déclaration des infractions ayant fait l'objet d'une condamnation.</p> <p>Pourriez-vous nous indiquer comment accéder au site Web du régime d'intégrité pour télécharger les formulaires nécessaires à cette section? Si possible, veuillez nous fournir un lien.</p>	<p>Le lien fourni dans la demande de proposition est correct et renvoie à l'endroit approprié pour accéder à l'information et au formulaire.</p> <p><u>Lien :</u> http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/declaration-fra.html</p>
<p><u>Question 27:</u></p> <p>Quels sont les fournisseurs de services qui peuvent soumettre une proposition ?</p>	<p>Tous fournisseurs de services qui offrent les services recherchés peuvent soumissionner.</p>
<p><u>Question 28</u></p> <p>Avez-vous invités des fournisseurs de services à soumissionner ?</p>	<p>Non, SSC n'a pas invité de fournisseurs spécifique pour soumissionner. La DDP est ouverte à tous fournisseurs de services qui offrent les services recherchés.</p>
<p><u>Question 29</u></p>	



<p>La Couronne est-elle encline à modifier M1 pour permettre que les 2 années d'expérience se situent dans les 5 dernières années au lieu de 3?</p>	Non
<p><u>Question 30</u></p> <p>J'aimerais savoir si l'on écrit tel quel le texte de l'annexe A ou vous préférez que l'on écrive dans nos termes? :</p> <p>TITRE DU PROJET: Outil(s) d'évaluation psychométrique et services pour appuyer le développement des employés et des équipes de Services partagés Canada.</p> <p>1. CONTEXTE : Services partagés Canada a identifié la nécessité d'appuyer le développement de son leadership à tous les niveaux du ministère. Une caractéristique clé dans le développement des leaders comprend des possibilités / outils pour permettre aux individus de mieux se comprendre et d'engager et de soutenir les groupes qu'ils dirigent. Après l'achèvement des tests individuels ou d'équipe, des discussions facilitées auront lieu pour permettre aux participants d'interpréter les résultats et d'appliquer l'information pour promouvoir la croissance du leadership.</p>	<p>Pour éviter de la confusion, il serait préférable d'utiliser les termes de l'annexe A. Si vous utilisez vos termes, veuillez-vous assurer qu'ils sont faciles à comprendre et qu'ils ne portent pas à confusion lorsqu'ils sont comparés à ceux de SPC.</p>
<p><u>Question 31</u></p> <p>Pour ce qui est de la partie 7 - Clauses du contrat subséquent (page 28), on doit l'intégrer à la soumission technique, financière ou attestation?</p>	<p>Veuillez-vous référer à la PARTIE 3 - INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS pour plus de détails.</p>
<p><u>Question 32</u></p> <p>Même chose pour l'autorisation des tâches signé, elle doit faire partie de la soumission technique, la soumission financière ou attestation?</p>	<p>L'autorisation des tâches est un document seulement utilisé lorsque le contact est mis en place et ce n'est pas nécessaire de l'inclure avec votre soumission. Veuillez-vous référer à la PARTIE 3 - INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS pour plus de détails.</p>
<p><u>Question 33</u></p> <p>Exigences en matière d'assurance, j'ai un scan du certificat d'assurance à intégrer, est-ce qu'il va avec la soumission financière?</p>	<p>Ce document devrait être inclus dans la Section 1 ou Section III. Veuillez-vous référer à la PARTIE 3 - INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS pour plus de détails.</p>
<p><u>Question 34</u></p> <p>Est-ce que les annexes doivent être jumelé à la soumission technique, financière ou attestations ou en document à part?</p>	<p>Ces documents devraient être inclus dans la Section 1 ou Section III. Veuillez-vous référer à la PARTIE 3 - INSTRUCTIONS POUR</p>



LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS pour plus de détails.

Question 35

Nous avons des exemples de rapport individuel et de rapport d'équipe détaillés, est-ce que nous pouvons faire un document à part ou on l'intègre à une section spécifique (technique, financière ou attestations)?

Tout document concernant l'évaluation de l'aspect technique devrait être soumis avec la section technique. Veuillez-vous référer à la PARTIE 3 - INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS pour plus de détails.

Question 36

Ma question concerne le calcul de la note pour le prix (NP). Plus précisément sur le Prix évalué de la soumission (Pi).

Le prix évalué de la soumission est la suivante : D1 + D2 tel qu'indiquer dans la PIÈCE JOINTE 1 DE LA PARTIE 3 – BARÈME DE PRIX

Voici un extrait de l'appel d'offre :

4.4.3 De toutes les soumissions recevables, le prix évalué le plus bas (PPB) sera déterminé et une note pour le prix (NP), établie comme suit, sera attribuée à chaque soumission recevable (i) : $NP_i = PPB/P_i \times 30$. P_i est le prix évalué (P) de chaque soumission recevable (i).

Si je me fis au tableau de la soumission financière, dans lequel j'ai mis des chiffres au hasard pour avoir un exemple, le prix évalué de la soumission (Pi) serait de 9090\$ C'est donc un Pi à 9090\$ qui servirait au calcul pour déterminer la note pour le prix(NP)



	UTILISATION ESTIMATIVE	TAUX FERMES TOUT COMPRIS PROPOSÉS (\$ CAN) Période initiale du contrat A)	TAUX FERMES TOUT COMPRIS PROPOSÉS (\$ CAN) Période d'option 1 B)	TAUX FERMES TOUT COMPRIS PROPOSÉS (\$ CAN) Période d'option 2 C)	TAUX FERMES MOYENS TOUT COMPRIS (\$ CAN) (D) = (A+B+C)/3
Outil d'évaluation Psychométrique	7000 tests	\$100 par test	\$90 par test	\$80 par test	90 \$
Cours de Formation pour les Facilitateur de SPC	10 cours	\$10 000 par cours	\$9000 par cours	\$8000 par cours	9000 \$
Prix évalué de la soumission (taxes applicables en sus) = D1+D2					9090 \$

À mon avis, si on prend l'exemple du tableau, ci-haut le prix évalué serait plutôt 720 000\$
 $90\$ \times 7000 \text{ tests} = 630\ 000 \$$
 $9000\$ \times 10 \text{ cours} = 90\ 000 \$$
 Prix évalué de la soumission = 720 000\$ (Pi)



<p>Pouvez-vous me confirmer le calcul pour déterminer le prix évalué de la soumission (Pi) svp?</p>	
<p><u>Question 37</u></p> <p>J'ai une question rapide : à la première page de la demande de propositions, il est indiqué « ce document contient des exigences en matière de sécurité », et il est de nouveau question de cette exigence à la partie 6 (6.1.1 a). Pourtant, le point 7.3.4 mentionne qu'il n'y a pas d'exigence en matière de sécurité.</p> <p>Pouvez-vous confirmer qu'aucun certificat de sécurité n'est requis pour présenter une soumission?</p>	<p>L'exigence relative à la sécurité a été ajoutée dans la MODIFICATION 4 de la demande de propositions.</p>
<p><u>Question 38 :</u></p> <p>Page 43, chapitre 7.22 Existe-t-il une exigence selon laquelle les données et le système doivent être hé au Canada et être exploités sur des serveurs canadiens – ou est-ce que Services partagés Canada considère que les données et les systèmes peuvent être hébergés au Royaume-Uni et en Irlande, dans l'UE?</p>	<p>Les informations et les données doivent rester être hébergées et demeurer au Canada et être exploitées sur des serveurs canadiens.</p>
<p><u>Question 39 :</u></p> <p>En ce qui concerne la page 43; 7.22 « Protection et sécurité des données stockées dans des bases de données », nous souhaitons poser les questions privées suivantes après avoir parlé à notre personne-ressource au Bureau des petites et moyennes entreprises.</p> <p>a) Avons-nous besoin d'une attestation de sécurité au moment du dépôt d'une soumission?</p> <p>b) Notre entreprise peut-elle être parrainée pour obtenir une attestation de sécurité? Nous sommes le partenaire mondial pour www.luminalearning.com au Canada, notre siège social est situé au Royaume-Uni et nos serveurs sont en Irlande.</p> <p>c) Ce processus entraînera-t-il des coûts pour nous, en tant qu'entrepreneur? Si oui, nous aimerions d'abord voir une soumission avant d'aller plus loin.</p>	<p>a) Les soumissionnaires doivent demander un parrainage avant la clôture de la demande de soumissions.</p> <p>b) Oui, SPC parrainera les soumissionnaires. Les demandes doivent être envoyées à Julie.Dessureault@canada.ca.</p> <p>c) Il n'y a pas de coût associé à la présentation d'une soumission.</p>



<p>d) Y a-t-il d'autres normes auxquelles nous devons satisfaire? Par exemple, des normes en particulier telles que les normes PCI ou les contrôles de sécurité de l'informatique en nuage? Pouvez-vous confirmer quel est le processus de vérification, qui est responsable de sa réalisation et qui peut le financer?</p> <p>e) À quel moment le service que nous fournissons doit-il commencer?</p>	<p>d) Toutes les normes que les soumissionnaires doivent respecter sont décrites dans la demande de propositions.</p> <p>e) <u>Pour le soumissionnaire retenu</u>, les services doivent commencer dès l'attribution du contrat.</p>
<p><u>Question n° 40 :</u></p> <p>1. Pour l'addenda 4, veuillez indiquer quelle est l'attestation de sécurité requise?</p> <p>2. Si les facilitateurs organisent des séances virtuelles, en 6. a), à quels renseignements ou biens protégés et/ou classifiés auront-ils accès?</p> <p>3. Veuillez indiquer ce qui sera stocké dans votre site. 11 a)?</p> <p>4. Concernant le facilitateur bilingue. Doit-il parler français canadien ou peut-il parler français parisien?</p>	<p>1. Fiabilité L'exigence en matière de sécurité a été mise à jour dans le cadre de la modification 4 de la demande de propositions.</p> <p>2. Le facilitateur aura accès aux informations sur les participants aux séances. Le facilitateur n'aura pas accès à d'autres informations protégées ou classifiées.</p> <p>3. Les informations relatives aux employés de SPC qui ont subi une évaluation psychométrique ou qui ont été invités à passer un test peuvent être stockées par le fournisseur.</p> <p>4. Un facilitateur qui parle le français européen peut être accepté s'il :</p> <ul style="list-style-type: none">• peut comprendre l'accent et les expressions du français canadien; <p>peut s'exprimer suffisamment clairement pour que les Franco-Canadiens puissent comprendre ce qui est communiqué.</p>
<p>Question 41 :</p> <p>Page 29, clause 7.3.1. Conditions générales : Le document 2035 (2020-05-28) – Conditions générales – Besoins plus complexes de services, s'applique au contrat et en fait partie intégrante.</p> <p>QUESTION : Services partagés Canada (SPC) acceptera-t-il l'insertion du texte nécessaire concernant notre utilisation et notre conservation des « données</p>	<p>Non, le document 2035 (2020-05-28), Conditions générales – Besoins plus complexes de services ne peut être modifié.</p>



<p>brutes »? Cela est essentiel. Cette clause est une INFORMATION PRIVILÉGIÉE que SPC peut diffuser au sein de l'organisme.</p>	
<p>Question 42 :</p> <p>Page 41, clause 7.22. PROTECTION ET SÉCURITÉ DES DONNÉES STOCKÉES DANS DES BASES DE DONNÉES</p> <p>a) QUESTION : SPC approuvera-t-il l'utilisation du sous-traitant du fournisseur, Amazon Web Services (AWS), en Allemagne et en République d'Irlande? Cela est essentiel étant donné que le produit vendu est un produit multilocataire. Le fournisseur n'a pas l'intention de créer une instance au Canada. Dans la clause 7.22.2, l'offre du fournisseur est hébergée sur AWS en Allemagne et en République d'Irlande. Le client devra approuver au préalable cet emplacement puisqu'il se trouve à l'extérieur du Canada.</p> <p>b) QUESTION : SPC approuvera-t-il la suppression indiquée ci-dessous? Il s'agit d'une INFORMATION PRIVILÉGIÉE.</p> <p>c) QUESTION : SPC approuvera-t-il l'utilisation du sous-traitant du fournisseur, AWS, à l'extérieur du Canada? Il s'agit d'une INFORMATION PRIVILÉGIÉE.</p>	<p>a) Non, comme il est indiqué en réponse à la question 38 ci-dessus :</p> <p><i>Les renseignements/données doivent rester/être stockés au Canada et être hébergés sur des serveurs canadiens.</i></p> <p>b) Non.</p> <p>c) Non.</p>
<p>Question 43 :</p> <p>Dans la clause 7.22.5, le fournisseur devra obtenir l'approbation du client puisqu'il n'existe pas de plateforme de fournisseur au Canada.</p> <p>QUESTION : SPC approuvera-t-il l'acheminement du trafic qui passe par un autre pays? Il s'agit d'une INFORMATION PRIVILÉGIÉE.</p>	<p>Non, les renseignements/données doivent rester/être stockés au Canada et être hébergés sur des serveurs canadiens.</p>
<p>Question 44 :</p> <p>Dans la clause 7.22.6, le fournisseur devra obtenir l'approbation du client pour ce qui suit : L'autorité contractante prendra uniquement en considération une route dans un autre pays pour la transmission des données, si ce pays respecte les exigences décrites au paragraphe 1. Cela est essentiel étant donné que le produit vendu est une option libre-service de la plateforme du fournisseur, qui est hébergée sur AWS en Allemagne et en République d'Irlande.</p> <p>QUESTION : SPC approuvera-t-il la suppression et l'insertion comme il est indiqué ci-dessous? La raison est que la plateforme des fournisseurs est hébergée par AWS et que ce dernier ne pourra jamais accéder à des données non cryptées à tout moment et pour quelque raison que ce soit.</p> <p>Dans la clause 7.22.7, le fournisseur devra supprimer le mot « toute » devant le mot « donnée ». Nous insérerons le mot « non cryptées » après le mot « données ». Le fournisseur utilise des sous-traitants, comme il est mentionné ci-dessus. En outre, si des produits supplémentaires sont vendus, le client devra approuver les sous-traitants de l'extérieur du Canada.</p>	<p>Non.</p>



<p>Question 45 :</p> <p>Page 51, EXIGENCES EN MATIÈRE D'ACCESSIBILITÉ DES TIC</p> <p>a) QUESTION : SPC acceptera-t-il le <i>Voluntary Product Accessibility Template</i> (VPAT) des fournisseurs pour la plateforme des fournisseurs telle quelle, sans aucune modification?</p> <p>b) QUESTION : SPC acceptera-t-il l'insertion de texte dans le premier paragraphe comme il est indiqué ci-dessous?</p> <p>La solution proposée par l'intermédiaire du portail de la plateforme des fournisseurs est conforme à CERTAINES Règles pour l'accessibilité des contenus Web (WCAG), mais pas toutes en raison de la fonction d'évaluation en ligne de la solution proposée. Nous avons fourni cette plateforme pour le VPAT.</p> <p>Dans le premier paragraphe, à la toute fin, nous avons inséré les mots « comme cela s'applique à l'énoncé des travaux pour la solution du fournisseur ». Cela s'explique par le fait que, comme il est indiqué précédemment, toutes les exigences des WCAG ne s'appliquent pas à la solution proposée.</p> <p>Pour les besoins limités des évaluations en ligne des employés du fournisseur, qui est le produit offert dans la demande de propositions, la solution du fournisseur au moyen de la collection de produits numériques du fournisseur, la « Ligne directrice sur l'utilisabilité de la technologie de l'information (TI) par tous » et la « Stratégie sur l'accessibilité au sein de la fonction publique du Canada », la solution est conforme aux WCAG 2.0, comme le décrit la copie ci-jointe du VPAT du fournisseur daté d'avril 2019 (révisé), <i>uniquement pour les utilisateurs qui sont des employés clients qui effectuent l'évaluation en ligne.</i></p> <p>Le VPAT NE s'applique PAS aux utilisateurs administratifs pour les employés clients dans l'option libre-service de la solution du fournisseur. Cependant, nous ne sommes pas en mesure de remédier à ce problème spécifique pour les utilisateurs administratifs dans l'option libre-service de la solution du fournisseur. Bien entendu, si le gouvernement canadien a un besoin précis, nous serons heureux d'en discuter. À l'exception de notre VPAT, le fournisseur ne peut pas se conformer à toutes les exigences techniques de la clause 5 puisqu'elles ne s'appliquent pas nécessairement à nos offres en ligne. Bien sûr, Services partagés Canada et l'équipe de mobilisation des fournisseurs peuvent discuter d'autres méthodes d'accessibilité qui permettront d'atteindre les objectifs de l'énoncé de travail final négocié.</p>	<p>a) Veuillez-vous reporter à la section M7 qui décrit les exigences auxquelles les soumissionnaires doivent répondre en ce qui concerne les exigences d'accessibilité pour être considérés comme conformes. Aucun VPAT n'a été demandé dans le cadre des exigences obligatoires.</p> <p>b) Non.</p>
<p>Question 46:</p> <p>En ce qui concerne le droit de propriété, clause 2035 19 du Guide des CUA (2008-05-12), veuillez préciser si la définition des travaux exclut ou non la propriété intellectuelle préexistante d'un entrepreneur qui peut être utilisée pour fournir les travaux.</p>	<p>Une PI existante ne s'appliquerait pas car il n'y a pas d'exigences PI.</p>
<p>Question 47:</p>	



<p>Je voudrais demander pour une prolongation de la date de soumission au 15 ou 22 septembre. En raison de Covid et des jours fériés obligatoires, nous avons du mal à respecter la date de soumission actuelle</p>	<p>Oui, nous approuvons une prolongation jusqu'au 15 septembre 2020. Veuillez consulter la page de couverture de la modification</p>		
<p>Question 48:</p> <p>En référence à ce qui suit :</p> <table border="1" data-bbox="134 453 1045 779"> <tr> <td data-bbox="134 453 659 779"> <p>Question 38: Page 43, chapitre 7.22 Existe-t-il une exigence selon laquelle les données et le système doivent être hé au Canada et être exploités sur des serveurs canadiens – ou est-ce que Services partagés Canada considère que les données et les systèmes peuvent être hébergés au Royaume-Uni et en Irlande, dans l’UE?</p> </td> <td data-bbox="659 453 1045 779"> <p>Les informations et les données doivent rester être hébergées et demeurer au Canada et être exploitées sur des serveurs canadiens</p> </td> </tr> </table> <p>Est-ce un absolu ou est-ce quelque chose qui peut être négocié?</p>	<p>Question 38: Page 43, chapitre 7.22 Existe-t-il une exigence selon laquelle les données et le système doivent être hé au Canada et être exploités sur des serveurs canadiens – ou est-ce que Services partagés Canada considère que les données et les systèmes peuvent être hébergés au Royaume-Uni et en Irlande, dans l’UE?</p>	<p>Les informations et les données doivent rester être hébergées et demeurer au Canada et être exploitées sur des serveurs canadiens</p>	<p>Comme indiqué dans la réponse à la question 38, toutes les informations et les données doivent rester être hébergées et demeurer au Canada et être exploitées sur des serveurs canadiens. Les soumissionnaires doivent respecter cette exigence.</p>
<p>Question 38: Page 43, chapitre 7.22 Existe-t-il une exigence selon laquelle les données et le système doivent être hé au Canada et être exploités sur des serveurs canadiens – ou est-ce que Services partagés Canada considère que les données et les systèmes peuvent être hébergés au Royaume-Uni et en Irlande, dans l’UE?</p>	<p>Les informations et les données doivent rester être hébergées et demeurer au Canada et être exploitées sur des serveurs canadiens</p>		
<p>Question 49</p> <p>Nous n’avons pas vu mentionné dans la DDP la durée que vous recherchez pour la formation de certification. Vous cherchez une session de 1, 2 ou 3 jours? Nous voulons simplement nous assurer que nous vous donnons les prix pour ce que vous recherchez.</p>	<p>Notre attente n’est pas basée sur la durée, mais plutôt sur le contenu. Nous nous attendons à ce qu’à la fin de la certification, les participants comprennent suffisamment les profils pour qu’ils puissent ensuite faciliter la formation et les activités de renforcement de l’équipe eux même.</p> <p>En général, ce type de certification est plus qu’une session d’une journée.</p>		
<p>Question 50</p> <p>Pouvons-nous utiliser les mêmes projets / descriptions de projet pour se rapporter aux différentes catégories par le biais des critères obligatoires et évalués si le même projet s’applique dans les différents domaines.</p>	<p>Oui, si la description explique clairement comment le projet répond à chaque critère.</p>		



<p>Question 51</p> <p>Seriez-vous prêt à supprimer la sécurité de côte de fiabilité pour les instructeurs. Nous offrons actuellement de la formation à des centaines d'employés du gouvernement fédéral par année sur les sites gouvernementaux et dans notre propre emplacement, et nos instructeurs n'ont pas besoin d'un statut de sécurité fiable. Depuis l'annonce de Covid -19, nous offrons de la formation virtuelle à des centaines d'employés du gouvernement fédéral dans des séances de groupe privé et, encore une fois, nous n'avons pas eu besoin d'un statut de sécurité fiable. Les instructeurs n'ont généralement aucune information sur les étudiants – le vendeur aurait cette information et ils auraient l'autorisation de sécurité DOS.</p>	<p>Les exigences de sécurité associées à ce contrat ne peuvent pas être modifiées.</p>
<p>Question 52</p> <p>Pendant que nous examinons pour soumettre, nous avons remarqué ce que nous croyons être une erreur dans la demande de propositions.</p> <p>Le problème est que le prix évalué de l'offre est calculé en ajoutant le coût unitaire moyen des tests et des cours sans tenir compte de l'utilisation estimée. Cela aura des implications majeures sur l'approvisionnement de Services Partagés Canada (SSC).</p> <p>Par exemple: le prix évalué de la soumission est de \$5 045 (5 000 + 45), ce qui entraînerait un total de \$365 000 (7 000 x 45 + 5 000 x 10). Si vous modifiez le coût unitaire du test à \$150 et le coût unitaire du cours à \$10, le prix évalué de votre offre serait de \$160, mais le montant total du contrat serait de \$1,150,000</p> <p>Cela a été quelque peu soulevé dans la question ci-dessous, mais jusqu'à ce que nous ayons calculé le calcul, nous ne l'avons pas vu.</p> <p>La question 36 des modifications de la demande de propositions soulève quelque peu la question: Ma question concerne le calcul de la cote de prix (PS), en particulier sur le prix de l'offre évalué (Pi). Il démontre ensuite les calculs, mais n'augmente pas la disparité évidente dans le total du contrat éventuel en fonction de l'utilisation estimée. La réponse de SPC était la suivante: Le prix évalué de la soumission est la suivante : D1 + D2 tel qu'indiquer dans la PIÈCE JOINTE 1 DE LA PARTIE 3 – BARÈME DE PRIX</p>	<p>Ce n'est pas une erreur. La colonne d'utilisation estimative des services est utilisée pour aider les soumissionnaires à fournir le taux ferme tout compris par test et le taux ferme tout compris par cours de formation pour chaque période contractuelle, comme indiqué dans la PIÈCE JOINTE 1 de la PARTIE 3, BARÈME DE PRIX.</p> <p>Le montant indiqué dans la colonne d'utilisation Estimative représente l'utilisation estimative totale pour la période initiale du contrat et toutes les périodes facultatives.</p> <p>Selon 1.4 Données volumétriques: Les données volumétriques sont incluses dans le présent document uniquement aux fins de référence seulement. Rien ne garantit que l'utilisation future par le gouvernement du Canada des services décrits dans la demande soumissions correspondra à ces données.</p>



Nous demandons une modification du barème de prix et un retard dans la date limite de soumission	
--	--

MODIFICATION DE LA DEMANDE DE PROPOSITION

1) A 7.3.4 Exigence en matière de sécurité

SUPPRIMER :

Il n'a aucune exigences relatives à la sécurité

INSÉRER :

**EXIGENCE EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ POUR ENTREPRENEUR CANADIEN:
DOSSIER TPSGC N° R000059995**

1. L'entrepreneur ou l'offrant doit détenir en permanence, pendant l'exécution du contrat ou de l'offre à commandes, une attestation de vérification d'organisation désignée (VOD) en vigueur, ainsi qu'une cote de protection des documents approuvée au niveau PROTÉGÉ A, délivrées par le Programme de sécurité des contrats (PSC), Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC).
2. Les membres du personnel de l'entrepreneur ou de l'offrant devant avoir accès à des renseignements ou à des biens PROTÉGÉS, ou à des établissements dont l'accès est réglementé, doivent TOUS détenir une cote de FIABILITÉ en vigueur, délivrée ou approuvée par le PSC, TPSGC. Tant que les autorisations de sécurité du personnel de l'entrepreneur requises au titre du présent contrat n'ont pas été émises par le PSC, TPSGC, ces derniers **NE** peuvent **AVOIR ACCÈS** aux renseignements et/ou biens de nature délicate **PROTÉGÉS** de plus, ils **NE** peuvent **PAS PÉNÉTRER** sur les lieux où ces renseignements ou biens sont entreposés sans une escorte.
3. L'entrepreneur **NE DOIT PAS** utiliser ses propres systèmes informatiques pour traiter, produire ou stocker électroniquement des renseignements ou des données au niveau PROTÉGÉ tant que le PSC, TPSGC ne lui en aura pas donné l'autorisation par écrit. Lorsque cette autorisation aura été délivrée, ces tâches pourront être exécutées au niveau PROTÉGÉ A
4. Les contrats de sous-traitance comportant des exigences relatives à la sécurité **NE** doivent **PAS** être attribués sans l'autorisation écrite préalable du PSC, TPSGC.
5. L'entrepreneur ou l'offrant doit se conformer aux dispositions des documents suivants :
 - a) de la Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité et directive de sécurité (s'il y a lieu), reproduite ci-joint à l'Annexe _____;
 - b) le *Manuel de la sécurité industrielle* (dernière édition).

2) A 7.10 ORDRE DE PRIORITÉ DES DOCUMENTS

SUPPRIMER :



En cas d'incompatibilité entre le libellé des documents énumérés dans la liste, c'est le libellé du document indiqué en premier sur la liste qui l'emporte sur celui de tout autre document qui figure par la suite sur ladite liste :

- a) les articles de la convention;
- c) les conditions générales 2035 (2020-05-28), Conditions générales – besoins plus complexes de services;
- d) l'annexe A, Énoncé des travaux;
- e) l'annexe B, Base de paiement;
- f) l'annexe C, Exigences en matière de tic accessibles (basées sur la norme en 301 549 – 2018)
- g) l'annexe D, Orientation en matière d'accessibilité pour les documents imprimés
- h) les autorisations de tâches signées (y compris toutes les annexes, le cas échéant);
- i) la soumission de l'entrepreneur datée du _____.

INSÉRER :

En cas d'incompatibilité entre le libellé des documents énumérés dans la liste, c'est le libellé du document indiqué en premier sur la liste qui l'emporte sur celui de tout autre document qui figure par la suite sur ladite liste :

- a) les articles de la convention;
- c) les conditions générales 2035 (2020-05-28), Conditions générales – besoins plus complexes de services;
- d) l'annexe A, Énoncé des travaux;
- e) l'annexe B, Base de paiement;
- f) l'annexe C, Exigences en matière de tic accessibles (basées sur la norme en 301 549 – 2018)
- g) l'annexe D, Orientation en matière d'accessibilité pour les documents imprimés
- h) l'annexe E, List de Vérification des exigences relatives à la sécurité (LVERS)
- i) les autorisations de tâches signées (y compris toutes les annexes, le cas échéant);
- j) la soumission de l'entrepreneur datée du _____.

3) A l'annexe E, List de Vérification des exigences relatives à la sécurité (LVERS)

INSÉRER :



Government of Canada / Gouvernement du Canada

Contract Number / Numéro du contrat R000059995
Security Classification / Classification de sécurité

SECURITY REQUIREMENTS CHECK LIST (SRCL) / LISTE DE VÉRIFICATION DES EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ (LVERS)

PART A - CONTRACT INFORMATION / PARTIE A - INFORMATION CONTRACTUELLE

1. Originating Government Department or Organization / Ministère ou organisme gouvernemental d'origine Shared Services Canada	2. Branch or Directorate / Direction générale ou Direction Learning and Development
--	--

3. a) Subcontract Number / Numéro du contrat de sous-traitance	3. b) Name and Address of Subcontractor / Nom et adresse du sous-traitant
--	---

4. Brief Description of Work / Brève description du travail
The vendor must be capable of evaluating individuals through an accessible online psychometric evaluation tool that will produce psychometric profiles. The vendor must provide training to SSC facilitator on how to deliver training regarding the results of the psychometric profiles.

5. a) Will the supplier require access to Controlled Goods? / Le fournisseur aura-t-il accès à des marchandises contrôlées? No / Non Yes / Oui

5. b) Will the supplier require access to unclassified military technical data subject to the provisions of the Technical Data Control Regulations? / Le fournisseur aura-t-il accès à des données techniques militaires non classifiées qui sont assujetties aux dispositions du Règlement sur le contrôle des données techniques? No / Non Yes / Oui

6. Indicate the type of access required / Indiquer le type d'accès requis

6. a) Will the supplier and its employees require access to PROTECTED and/or CLASSIFIED information or assets? / Le fournisseur ainsi que les employés auront-ils accès à des renseignements ou à des biens PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS? No / Non Yes / Oui
(Specify the level of access using the chart in Question 7. c) / Préciser le niveau d'accès en utilisant le tableau qui se trouve à la question 7. c)

6. b) Will the supplier and its employees (e.g. cleaners, maintenance personnel) require access to restricted access areas? No access to PROTECTED and/or CLASSIFIED information or assets is permitted. / Le fournisseur et ses employés (p. ex. nettoyeurs, personnel d'entretien) auront-ils accès à des zones d'accès restreintes? L'accès à des renseignements ou à des biens PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS n'est pas autorisé. No / Non Yes / Oui

6. c) Is this a commercial courier or delivery requirement with no overnight storage? / S'agit-il d'un contrat de messagerie ou de livraison commerciale sans entreposage de nuit? No / Non Yes / Oui

7. a) Indicate the type of information that the supplier will be required to access / Indiquer le type d'information auquel le fournisseur devra avoir accès

Canada <input checked="" type="checkbox"/>	NATO / OTAN <input type="checkbox"/>	Foreign / Étranger <input type="checkbox"/>
--	--------------------------------------	---

7. b) Release restrictions / Restrictions relatives à la diffusion

No release restrictions / Aucune restriction relative à la diffusion <input checked="" type="checkbox"/>	All NATO countries / Tous les pays de l'OTAN <input type="checkbox"/>	No release restrictions / Aucune restriction relative à la diffusion <input type="checkbox"/>
Not releasable / À ne pas diffuser <input type="checkbox"/>		
Restricted to: / Limité à: <input type="checkbox"/>	Restricted to: / Limité à: <input type="checkbox"/>	Restricted to: / Limité à: <input type="checkbox"/>
Specify country(ies): / Préciser le(s) pays:	Specify country(ies): / Préciser le(s) pays:	Specify country(ies): / Préciser le(s) pays:

7. c) Level of information / Niveau d'information

PROTECTED A / PROTÉGÉ A <input checked="" type="checkbox"/>	NATO UNCLASSIFIED / NATO NON CLASSIFIÉ <input type="checkbox"/>	PROTECTED A / PROTÉGÉ A <input type="checkbox"/>
PROTECTED B / PROTÉGÉ B <input type="checkbox"/>	NATO RESTRICTED / NATO DIFFUSION RESTREINTE <input type="checkbox"/>	PROTECTED B / PROTÉGÉ B <input type="checkbox"/>
PROTECTED C / PROTÉGÉ C <input type="checkbox"/>	NATO CONFIDENTIAL / NATO CONFIDENTIEL <input type="checkbox"/>	PROTECTED C / PROTÉGÉ C <input type="checkbox"/>
CONFIDENTIAL / CONFIDENTIEL <input type="checkbox"/>	NATO SECRET / NATO SECRET <input type="checkbox"/>	CONFIDENTIAL / CONFIDENTIEL <input type="checkbox"/>
SECRET / SECRET <input type="checkbox"/>	COSMIC TOP SECRET / COSMIC TRÈS SECRET <input type="checkbox"/>	SECRET / SECRET <input type="checkbox"/>
TOP SECRET / TRÈS SECRET <input type="checkbox"/>		TOP SECRET / TRÈS SECRET <input type="checkbox"/>
TOP SECRET (SIGINT) / TRÈS SECRET (SIGINT) <input type="checkbox"/>		TOP SECRET (SIGINT) / TRÈS SECRET (SIGINT) <input type="checkbox"/>

TBS/SCT 350-103(2004/12)

Security Classification / Classification de sécurité





Government of Canada / Gouvernement du Canada

Contract Number / Numéro du contrat R000059995
Security Classification / Classification de sécurité

PART A (continued) / PARTIE A (suite)

8. Will the supplier require access to PROTECTED and/or CLASSIFIED COMSEC information or assets?
Le fournisseur aura-t-il accès à des renseignements ou à des biens COMSEC désignés PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS? No / Non Yes / Oui
If Yes, indicate the level of sensitivity:
Dans l'affirmative, indiquer le niveau de sensibilité :

9. Will the supplier require access to extremely sensitive INFOSEC information or assets?
Le fournisseur aura-t-il accès à des renseignements ou à des biens INFOSEC de nature extrêmement délicate? No / Non Yes / Oui
Short Title(s) of material / Titre(s) abrégé(s) du matériel :
Document Number / Numéro du document :

PART B - PERSONNEL (SUPPLIER) / PARTIE B - PERSONNEL (FOURNISSEUR)

10. a) Personnel security screening level required / Niveau de contrôle de la sécurité du personnel requis

<input checked="" type="checkbox"/> RELIABILITY STATUS COTE DE FIABILITÉ	<input type="checkbox"/> CONFIDENTIAL CONFIDENTIEL	<input type="checkbox"/> SECRET SECRET	<input type="checkbox"/> TOP SECRET TRÈS SECRET
<input type="checkbox"/> TOP SECRET - SIGINT TRÈS SECRET - SIGINT	<input type="checkbox"/> NATO CONFIDENTIAL NATO CONFIDENTIEL	<input type="checkbox"/> NATO SECRET NATO SECRET	<input type="checkbox"/> COSMIC TOP SECRET COSMIC TRÈS SECRET
<input type="checkbox"/> SITE ACCESS ACCÈS AUX EMBLEMES			

Special comments:
Commentaires spéciaux : _____

NOTE: If multiple levels of screening are identified, a Security Classification Guide must be provided.
REMARQUE : Si plusieurs niveaux de contrôle de sécurité sont requis, un guide de classification de la sécurité doit être fourni.

10. b) May unscreened personnel be used for portions of the work?
Du personnel sans autorisation sécuritaire peut-il se voir confier des parties du travail? No / Non Yes / Oui
If Yes, will unscreened personnel be escorted?
Dans l'affirmative, le personnel en question sera-t-il escorté? No / Non Yes / Oui

PART C - SAFEGUARDS (SUPPLIER) / PARTIE C - MESURES DE PROTECTION (FOURNISSEUR)

INFORMATION / ASSETS / RENSEIGNEMENTS / BIENS

11. a) Will the supplier be required to receive and store PROTECTED and/or CLASSIFIED information or assets on its site or premises?
Le fournisseur sera-t-il tenu de recevoir et d'entreposer sur place des renseignements ou des biens PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS? No / Non Yes / Oui

11. b) Will the supplier be required to safeguard COMSEC information or assets?
Le fournisseur sera-t-il tenu de protéger des renseignements ou des biens COMSEC? No / Non Yes / Oui

PRODUCTION

11. c) Will the production (manufacture, and/or repair and/or modification) of PROTECTED and/or CLASSIFIED material or equipment occur at the supplier's site or premises?
Les installations du fournisseur serviront-elles à la production (fabrication et/ou réparation et/ou modification) de matériel PROTÉGÉ et/ou CLASSIFIÉ? No / Non Yes / Oui

INFORMATION TECHNOLOGY (IT) MEDIA / SUPPORT RELATIF À LA TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION (TI)

11. d) Will the supplier be required to use its IT systems to electronically process, produce or store PROTECTED and/or CLASSIFIED information or data?
Le fournisseur sera-t-il tenu d'utiliser ses propres systèmes informatiques pour traiter, produire ou stocker électroniquement des renseignements ou des données PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS? No / Non Yes / Oui

11. e) Will there be an electronic link between the supplier's IT systems and the government department or agency?
Disposera-t-on d'un lien électronique entre le système informatique du fournisseur et celui du ministère ou de l'agence gouvernementale? No / Non Yes / Oui

TBS/SCT 350-103(2004/12)

Security Classification / Classification de sécurité





Government of Canada / Gouvernement du Canada

Contract Number / Numéro du contrat R000059995
Security Classification / Classification de sécurité

PART C - (continued) / PARTIE C - (suite)

For users completing the form manually use the summary chart below to indicate the category(ies) and level(s) of safeguarding required at the supplier's site(s) or premises.

Les utilisateurs qui remplissent le formulaire manuellement doivent utiliser le tableau récapitulatif ci-dessous pour indiquer, pour chaque catégorie, les niveaux de sauvegarde requis aux installations du fournisseur.

For users completing the form online (via the Internet), the summary chart is automatically populated by your responses to previous questions. Dans le cas des utilisateurs qui remplissent le formulaire en ligne (par Internet), les réponses aux questions précédentes sont automatiquement saisies dans le tableau récapitulatif.

SUMMARY CHART / TABLEAU RÉCAPITULATIF

Category / Catégorie	PROTECTED / PROTÉGÉ			CLASSIFIED / CLASSIFIÉ			NATO				COMSEC					
	A	B	C	CONFIDENTIAL / CONFIDENTIEL	SECRET	TOP SECRET / TRÈS SECRET	NATO RESTRICTED / NATO DIFFUSION RESTREINTE	NATO CONFIDENTIAL / NATO CONFIDENTIEL	NATO SECRET	COSMIC TOP SECRET / COSMIC TRÈS SECRET	PROTECTED / PROTÉGÉ			CONFIDENTIAL / CONFIDENTIEL	SECRET	TOP SECRET / TRÈS SECRET
											A	B	C			
Information / Assets / Renseignements / Biens / Production	<input checked="" type="checkbox"/>															
IT Media / Support TI	<input checked="" type="checkbox"/>															
IT Link / Lien électronique																

12. a) Is the description of the work contained within this SRCL PROTECTED and/or CLASSIFIED? No / Non Yes / Oui
 La description du travail visé par la présente LVERS est-elle de nature PROTÉGÉE et/ou CLASSIFIÉE?
 If Yes, classify this form by annotating the top and bottom in the area entitled "Security Classification".
 Dans l'affirmative, classifiez le présent formulaire en indiquant le niveau de sécurité dans la case intitulée « Classification de sécurité » au haut et au bas du formulaire.
12. b) Will the documentation attached to this SRCL be PROTECTED and/or CLASSIFIED? No / Non Yes / Oui
 La documentation associée à la présente LVERS sera-t-elle PROTÉGÉE et/ou CLASSIFIÉE?
 If Yes, classify this form by annotating the top and bottom in the area entitled "Security Classification" and indicate with attachments (e.g. SECRET with Attachments).
 Dans l'affirmative, classifiez le présent formulaire en indiquant le niveau de sécurité dans la case intitulée « Classification de sécurité » au haut et au bas du formulaire et indiquer qu'il y a des pièces jointes (p. ex. SECRET avec des pièces jointes).



Government of Canada / Gouvernement du Canada

Contract Number / Numéro du contrat R000059995
Security Classification / Classification de sécurité

PART D - AUTHORIZATION / PARTIE D - AUTORISATION			
13. Organization Project Authority / Chargé de projet de l'organisme			
Name (print) - Nom (en lettres moulées) Martin Gaudreau		Title - Titre Act. Manager, Leadership Team	Signature Gaudreau, Martin <small>Digitally signed by Gaudreau, Martin Date: 2020.07.28 16:33:26 -0400'</small>
Telephone No. - N° de téléphone 873-354-0680	Facsimile No. - N° de télécopieur	E-mail address - Adresse courriel martin.gaudreau@canada.ca	Date 28-07-2020
14. Organization Security Authority / Responsable de la sécurité de l'organisme			
Name (print) - Nom (en lettres moulées) Steve Ross		Title - Titre A/Chief Security Officer	Signature <i>Steve Ross</i> <small>Digitally signed by Ross, Steve DN: cn = Ross, Steve C = CA, o = SC OU = SSC- SPC Date: 2020.08.11 11:33:14 -0500'</small>
Telephone No. - N° de téléphone	Facsimile No. - N° de télécopieur	E-mail address - Adresse courriel steve.ross@canada.ca	Date
15. Are there additional instructions (e.g. Security Guide, Security Classification Guide) attached? Des instructions supplémentaires (p. ex. Guide de sécurité, Guide de classification de la sécurité) sont-elles jointes?			<input type="checkbox"/> No / <input type="checkbox"/> Yes Non / Oui
16. Procurement Officer / Agent d'approvisionnement			
Name (print) - Nom (en lettres moulées)		Title - Titre	Signature
Telephone No. - N° de téléphone	Facsimile No. - N° de télécopieur	E-mail address - Adresse courriel	Date
Lyndsay Clark – Contract Security Officer Lyndsay.clark@tpsgc.pwgsc.gc.ca (613) 957-9388		Title - Titre Contract Security Officer	Signature Clark, Lyndsay <small>Digitally signed by Clark, Lyndsay Date: 2020.08.13 08:20:05 -04'00'</small>
Facsimile No. - N° de télécopieur		E-mail address - Adresse courriel	Date

TBS/SCT 350-103(2004/12)

Security Classification / Classification de sécurité

